

## BURUNDI

### **UN PRESIDENT POUR LA PAIX ET LE DEVELOPPEMENT**

**(Institut Panos Paris / Syfia Grands Lacs) Après le scrutin référendaire du 28 février 2005, les élections, qui vont commencer prochainement, donneront au Burundi des institutions appelées à remettre sur les rails un pays secoué par une guerre civile qui a causé plus de 300 000 victimes. Dans un tel contexte, les attentes de la population sont nombreuses. Quel sera l'avenir du pays, son prochain chef d'Etat et, surtout, la paix sera-t-elle durable ?**

Le Burundi est en train de sortir du tunnel, estime début avril l'ex-président burundais Sylvestre Ntibantunganya du Frodebu (Front pour la démocratie au Burundi). Pour lui, il suffit de promouvoir un leadership éclairé, faisant preuve d'un dévouement patriotique, « *prêt à servir dans des conditions, certes difficiles, plutôt que de se servir* ». Le Burundi d'après les élections a besoin d'une nouvelle génération de politiciens animés d'idéologies jeunes, libérés des idées coloniales, des schémas ethniques et régionaux, estime-t-il.

Chacun, selon sa tendance politique, dresse déjà le profil du président idéal. Charles Mukasi, président d'une aile de l'ex-parti unique Uprona (Union pour le progrès national), longtemps au pouvoir, se prononce pour une personnalité qui a des références politiques, juridiques et morales. Celle-ci mènerait une diplomatie et une politique de bonne gouvernance entre les pays de la sous-région.

Karenga Ramadhani, porte-parole du Cnnd-Fdd (Conseil national de défense de la démocratie – Forces de défense de la démocratie), une des deux importantes formations politiques du pays à côté du Frodebu, et qui a longtemps lutté contre le gouvernement, insiste sur l'intégrité et la compétence du candidat. Il doit aussi être soucieux du positionnement du Burundi dans le contexte d'une intégration sous-régionale et de la mondialisation.

Il est à peu près sûr que le président issu des urnes sera membre d'un des deux partis hutus Cnnd-Fdd ou Frodebu, ce qui constituera, selon l'ancien président Ntibantunganya, « *un séisme politique constitutionnellement annoncé. Nous vivons une décomposition qui va appeler plus tard une recomposition au niveau des partis. L'on doit savoir déjà comment gérer le Burundi d'après les élections* ».

La question de savoir ce que sera le nouveau président du pays préoccupe aussi la population. Cependant, elle ne suit guère les tractations politiques qui se passent à haut niveau. Pour elle, peu importe qui va accéder à la tête de l'Etat, l'essentiel est que la paix et la sécurité reviennent. Jérémie Bigabara, commerçant à Ngozi, troisième ville du pays, dans le Nord, dresse le profil de cette personnalité qui doit être, selon ce père de quatre enfants, « *unificateur, gouvernant pour l'intérêt de tous, maîtrisant la situation économique du pays* ». D'autres expriment des positions parfois étranges sur les prochains scrutins, allant jusqu'à l'indifférence car, selon eux, il n'y a rien à en attendre puisque la nouvelle constitution est déjà appliquée.

## **Unité nationale et paix**

De fait, les principales préoccupations de la population sont plus économiques que politiques. Le pays fait, en effet, face à une crise économique sérieuse. Un expatrié africain vivant depuis plus de 15 ans à Bujumbura a par exemple déploré la dépréciation monétaire dans le pays avec ses 39.000 Fbu de salaire qui, il y a quelques années, étaient l'équivalent de 200 dollars. Aujourd'hui le même montant représente à peine 30 dollars.

Comme la plupart de ses compatriotes, Anatole Ngendakumana, commerçant de Ngozi, attend, avant tout, que les élections préservent l'unité nationale et la paix. « *L'arrêt de la guerre doit constituer un impératif* », lance Ziada Minani, trente ans, mère de trois enfants et une des quatre épouses d'un musulman de la ville de Ngozi. En fait, les Burundais qui ne comprennent pas bien le déroulement du processus électoral, votent avant tout pour obtenir la paix.

Cependant, à Kayanza, comme dans nombre de localités de cette partie du Burundi, l'issue des élections est attendue avec une certaine inquiétude. L'ancien président de la République, Sylvestre Ntibantunganya, redoute le mécontentement des vaincus comme les partis Uprona et Parena (Parti pour le redressement national). François Nyabenda, un agriculteur de Kayanza, craint pour la sécurité à cause des armes qui circulent au sein de la population. Il estime toutefois qu'il n'y aura pas de conflit à l'issue du scrutin, car les gens sont mûrs et ne se permettraient pas d'accepter qu'on les monte les uns contre les autres.

**Joseph Kiala Kimbala (Agence de presse DIA – RDC)**  
**Damien Ntiranyuhura (Agence burundaise de presse – Burundi)**  
**André Gakwaya (Journal *Grands Lacs Hebdo* – Rwanda)**